



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Des syndicats internationaux du bâtiment se voient refuser l'entrée en Cisjordanie.

Le 02 février 2026, Israël a refusé l'entrée en Cisjordanie à une délégation internationale de syndicats du bâtiment qui souhaitait rencontrer des travailleurs palestiniens du secteur.

La délégation comprenait le secrétaire général de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), qui représente plus de 12 millions de travailleurs dans le monde, ainsi que des dirigeants syndicaux de Belgique, de France, d'Espagne et d'Afrique du Sud.

Ce refus d'entrée n'est pas fortuit. Il reflète les conditions dans lesquelles l'avenir de la Palestine est actuellement discuté : exclusion, contrôle et musellement systématique des travailleurs.

Nos conversations avec des travailleurs et des communautés palestiniens, les dirigeants de la FGTB (Belgique), de la CGT (France), de la CCOO-Habitat (Espagne) et d'Afrique du Sud (NUM) ont rappelé qu'Israël intensifie son annexion de la Cisjordanie tout en restreignant sévèrement la liberté de mouvement, l'accès à la terre et la capacité des Palestiniens à travailler et à vivre dans la dignité. L'ampleur de cette réalité est claire.

Plus de 1 000 points de contrôle fragmentent la Cisjordanie, littéralement à chaque coin de rue. Plus de 350 000 Palestiniens sont au chômage. Ceux qui quittent encore leur domicile pour aller travailler le font souvent sans savoir s'ils pourront rentrer chez eux le soir.

Pour les travailleurs du bâtiment, il ne s'agit pas d'une dynamique politique abstraite. Cela détermine si un travailleur peut se rendre sur un chantier, si les matériaux peuvent être transportés, si une maison est réparée ou démolie, et si la construction sert à la survie ou facilite l'expropriation.

Les travailleurs palestiniens sont régulièrement confrontés à une cruelle contradiction : ils construisent des infrastructures dans lesquelles ils n'ont pas le droit de vivre, tandis que leurs propres communautés se voient refuser des permis ou sont menacées de démolition.

Dans le même temps, les plans de « reconstruction » de la Palestine sont ouvertement discutés par des acteurs internationaux riches et puissants, sans les travailleurs palestiniens, sans les syndicats et sans garanties en matière de droits fonciers, de liberté de circulation ou de protection contre les déplacements.

Shaher Saed, secrétaire général de la Fédération générale des syndicats palestiniens (PGFTU), a déclaré :

« Refuser l'entrée aux représentants internationaux des travailleurs confirme une réalité plus large : l'exclusion est intégrée dans le processus avant même que la reconstruction ne commence.

Cela reflète la politique délibérée de l'occupation qui consiste à isoler les travailleurs palestiniens et à bloquer leur engagement dans le mouvement syndical international ».

Toute approche juste de la reconstruction doit reposer sur des principes clairs :

- Les travailleurs doivent pouvoir s'exprimer et s'organiser sans crainte de représailles.
- La reconstruction ne doit pas entraîner de déplacements, d'annexions ou d'effacements.
- Ceux qui reconstruisent doivent avoir des droits à la terre, à la sécurité et à la dignité.

Le fait de bloquer l'accès montre comment les décisions relatives à la reconstruction sont censées être prises : sans participation, sans consentement et sans responsabilité envers ceux qui réaliseront les travaux. Les syndicats internationaux de la construction rejettent cette approche. Les travailleurs ne peuvent être traités comme de la simple main-d'œuvre tout en étant exclus en tant que titulaires de droits. Toute reconstruction future de la Palestine doit être fondée sur la justice, les droits fonciers et la dignité.

« Nous empêcher de rencontrer les travailleurs est un acte délibéré d'exclusion et s'inscrit dans le cadre d'une attaque plus large contre les droits syndicaux et les libertés fondamentales.

On ne peut pas décider de l'avenir de la Palestine, de la Cisjordanie, de Gaza ou de Jérusalem, tout en réduisant au silence les travailleurs qui la reconstruiront. »

Le 03 février 2025